

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.296/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le montant minimum et maximum de cautionnement complémentaire fixé par le comptable spécial de la zone de police", a donné le 3 octobre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.296/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 september 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het minimum- en maximum-bedrag van de aanvullende zekerheid te stellen door de bijzonder rekenplichtige van de politiezone", heeft op 3 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait que la mise en place de la police locale aura lieu dans le courant de l'année 2001 et le 1^{er} janvier 2002 au plus tard, conformément à l'article 248 de la loi du 7 décembre 1998; que les conseils de police ont déjà été installés, que le budget de la zone de police pour 2002 doit être voté en octobre 2001 par le conseil communal ou de police; que le comptable spécial doit, vu la comptabilité de la zone de police nouvellement instituée, entreprendre dès à présent la préparation de celle-ci; que les conseils communaux et de police doivent dès à présent désigner le comptable spécial; que le conseil communal ou de police doit fixer le montant de l'allocation; que cette allocation doit être fixée dans les conditions fixées par le Roi;".

*

* *

Formalité préalable

Ainsi que la section de législation l'a relevé dans son avis 32.018/2/V sur un arrêté royal "fixant le montant minimum et maximum de cautionnement complémentaire fixé par le comptable spécial de la zone de police", le présent projet doit être soumis à la négociation syndicale prévue par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

.../...

Il résulte des informations fournies au Conseil d'Etat par l'auteur du projet que la procédure de négociation syndicale a été initiée au sein du comité des services publics provinciaux et locaux, mais qu'elle n'a pas encore été menée à son terme et que toutes les organisations syndicales ont fait part de leur désaccord avec le projet.

Il est rappelé que même en l'absence d'accord, un projet de protocole doit être établi, indiquant les positions respectives de chacune des délégations (article 9 de la loi du 19 décembre 1974, précitée). Ce projet de protocole doit être soumis aux délégations pour leur permettre de faire part de leurs observations, puis proposé à leur signature (article 30 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités).

Au terme de cette procédure, l'autorité concernée doit s'interroger sur l'attitude qu'elle doit prendre à l'égard des positions adoptées par les organisations syndicales. La négociation serait, en effet, dépourvue d'utilité si cette autorité, en l'espèce le Ministre de l'Intérieur, n'était pas tenue de réexaminer son projet après avoir pris connaissance des observations ou des objections formulées, explicitement ou implicitement, par les parties concernées.

Tenant compte de ce qu'il résulte du préambule et d'un courrier adressé par le Ministre de l'Intérieur au Conseil d'Etat en date du 1^{er} octobre 2001, que le ministre a été informé du désaccord des organisations syndicales, le présent avis est donné sous la réserve expresse que la procédure de négociation syndicale soit bien menée à son terme. Si, toutefois le projet devait encore subir des adaptations à la suite de la négociation syndicale, il devrait être à nouveau soumis à la section de législation. En tout état de cause, le projet ne peut être proposé à la signature du Roi tant que la procédure de négociation syndicale n'est pas terminée.

Observations particulièresExamen du projetDispositifArticle 1^{er}

Le 2° exclut du champ d'application de l'arrêté en projet le receveur régional.

Des informations fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que cette exclusion résulte de ce que la formalité de la négociation syndicale n'a pas encore été entamée au sein du comité de négociation compétent pour les receveurs régionaux.

Si le projet s'impose toutefois avec l'urgence qu'invoque l'auteur du projet, cette exclusion a pratiquement pour conséquence de priver le conseil de police de la possibilité de faire appel à un receveur régional pour assumer la fonction de comptable spécial, comme le prévoit pourtant l'article 30, alinéa 2, de la loi. Par conséquent, cette discrimination ne peut être admise.

Article 2

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que le montant est uniquement exprimé en francs. Il y a lieu de l'exprimer en euros. Une disposition transitoire, applicable jusqu'au 1^{er} janvier 2002, doit être ajoutée afin d'exprimer cette valeur en francs. Les montants en francs et en euros doivent être mentionnés en toutes lettres.

Article 3

Il y a lieu d'écrire "1^{er} janvier" et non "1 janvier".

Article 4

Dès lors que l'arrêté en projet tend à fixer les limites minimales et maximales d'une obligation à charge des comptables spéciaux dans les zones de police pluricommunales, et qu'il résulte de la motivation de l'urgence que tant que ces limites n'ont pas été fixées, le comptable spécial ne peut prendre ses fonctions, la rétroactivité prévue à l'article 4 du projet n'est pas justifiée.

Observations finales d'ordre linguistique

Préambule

Alinéa 4

Le mot "inplaatsstelling" ne fait pas partie du lexique néerlandais. Au même alinéa, il faut écrire "geïnstalleerd zijn" au lieu de "geïnstalleerd werden", de même que "aangenomen" au lieu de "gestemd".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait que la mise en place de la police locale aura lieu dans le courant de l'année 2001 et le 1^{er} janvier 2002 au plus tard, conformément à l'article 248 de la loi du 7 décembre 1998; que les conseils de police ont déjà été installés, que le budget de la zone de police pour 2002 doit être voté en octobre 2001 par le conseil communal ou de police; que le comptable spécial doit, vu la comptabilité de la zone de police nouvellement instituée, entreprendre dès à présent la préparation de celle-ci; que les conseils communaux et de police doivent dès à présent désigner le comptable spécial; que le conseil communal ou de police doit fixer le montant de l'allocation; que cette allocation doit être fixée dans les conditions fixées par le Roi;".

*

* *

Voorafgaand vormvereiste

Zoals de afdeling wetgeving heeft opgemerkt in haar advies 32.018/2/V over een koninklijk besluit "tot vaststelling van het minimum- en maximumbedrag van de aanvullende zekerheid te stellen door de bijzonder rekenplichtige van de politiezone", moet over het onderhavige ontwerp overleg worden gepleegd met de vakbonden, zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Uit de door de steller van het ontwerp aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat de procedure inzake het vakbondsoverleg reeds is aangevangen bij het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, maar nog niet voltooid is en dat alle vakorganisaties hebben verklaard niet akkoord te gaan met het ontwerp.

Er wordt wederom op gewezen dat, zelfs indien er geen goedkeuring is, een ontwerp-protocol moet worden opgemaakt, waarin de respectieve standpunten worden vermeld van elke vakbondsdelegatie (artikel 9 van de voormelde wet van 19 december 1974). Dit ontwerp-protocol moet worden voorgelegd aan de vakbondsdelegaties om ze de mogelijkheid te bieden hun opmerkingen mee te delen; vervolgens moet het ze ter eventuele ondertekening worden voorgelegd (artikel 30 van het koninklijk besluit van 28 december 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel).

Na afloop van die procedure moet de betrokken overheid zich beraden over de houding die zij moet aannemen ten opzichte van de standpunten die de vakorganisaties innemen. Overleg zou immers nutteloos zijn als deze overheid, in dit geval de Minister van Binnenlandse Zaken, er niet toe gehouden was haar ontwerp opnieuw te onderzoeken na kennis te hebben genomen van de opmerkingen of bezwaren, die de betrokken partijen uitdrukkelijk of stilzwijgend gemaakt hebben.

Aangezien uit de aanhef en uit een brief die de Minister van Binnenlandse Zaken op 1 oktober 2001 aan de Raad van State heeft gericht, blijkt dat de minister ervan verwittigd is dat de vakorganisaties niet akkoord gingen, wordt dit advies verstrekt onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de procedure van overleg met de vakbonden wordt voltooid. Indien het ontwerp evenwel nog zou worden aangepast als gevolg van dat overleg, moet het opnieuw aan de afdeling wetgeving worden voorgelegd. Het ontwerp mag in ieder geval niet ter ondertekening aan de Koning worden voorgelegd zolang de procedure van overleg met de vakbonden nog aan de gang is.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

In 2° wordt bepaald dat het ontworpen besluit niet van toepassing is op de gewestelijk ontvanger.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar blijkt dat dit komt doordat in het onderhandelingscomité bevoegd voor gewestelijk ontvangers nog geen begin van uitvoering is gegeven aan het vormvoorschrift van overleg met de vakbonden.

Indien het ontwerp echter zo spoedeisend is als de steller van het ontwerp aanvoert, heeft deze uitsluiting van de gewestelijk ontvanger in de praktijk tot gevolg dat de politieraad de mogelijkheid wordt ontnomen om een beroep te doen op een gewestelijk ontvanger om de functie van bijzonder rekenplichtige op zich te nemen, zoals nochtans bepaald wordt in artikel 30, tweede lid, van de wet. Die discriminatie is dus onaanvaardbaar.

Artikel 2

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat het bedrag enkel in frank is uitgedrukt. Het moet in euro worden weergegeven. Het bedrag behoort aan de hand van een overgangsbepaling, die geldt tot 1 januari 2002, ook in frank te worden vermeld. De bedragen in frank en in euro moeten voluit in letters worden geschreven.

Artikel 3

In de Franse tekst schrijve men "1^{er} janvier" en niet "1 janvier".

Artikel 4

Aangezien het ontworpen besluit ertoe strekt de minimum- en maximumgrens te bepalen van een verplichting die rust op de bijzonder rekenplichtigen in meergemeentepolitiezones, en uit de motivering van het spoedeisende karakter blijkt dat de bijzonder rekenplichtige zijn ambt niet kan aanvaarden zolang die grenzen niet vastliggen, is de terugwerkende kracht waarin artikel 4 voorziet niet gewettigd.

.../...

Slotopmerkingen van taalkundige aardAanhefVierde lid

Het woord "inplaatsstelling" bestaat niet in het Nederlands. In hetzelfde lid zou "geïnstalleerd zijn" geschreven moeten worden, in plaats van "geïnstalleerd werden", alsook "aangenomen" in plaats van "gestemd".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

président de chambre,
kamervorzitter,

P. LIÉNARDY,

Conseiller d'Etat,
staatsraad,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

M.-L. WILLOT-THOMAS